

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président. Ce n'est pas ce que le gouvernement a l'intention de faire.

M. Garneau: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président.

Est-ce que c'est l'intention ou la politique du gouvernement, si ce n'est pas de baisser ni progressivement, ni autrement les exemptions fiscales des enfants à charge, de diminuer graduellement le montant des allocations familiales universelles qui sont versées actuellement?

M. Mulroney: C'est une façon de discuter. Ayant entamé le dialogue, nous allons, suite à une proposition qui sera déposée, un document pour des discussions, inviter tous les citoyens à nous faire des observations et des critiques afin de savoir si, ensemble, on est en mesure de trouver une formule qui nous permettrait, comme je viens de le mentionner, d'affecter plus d'argent à ceux de notre société qui en ont véritablement besoin. Je parle des moins bien nantis, des veuves, des personnes âgées. C'est un objectif moral que d'aider, par exemple, les personnes âgées de notre société, et je sais que je peux compter sur la collaboration de mon honorable ami dans ce sens-là.

[Traduction]

LA POSSIBILITÉ D'UN IMPÔT SPÉCIAL

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, hier, en réponse à une de mes questions, le premier ministre a fait savoir clairement que le gouvernement ne voudrait pas affecter d'un impôt spécial quelconque l'un ou l'autre de nos programmes sociaux. A l'extérieur de la Chambre, le ministre des Finances a dit tout autre chose. Il a dit que c'était là une option que le gouvernement envisageait toujours. J'ai écouté attentivement aujourd'hui ce que le premier ministre avait à dire et il a déclaré qu'il maintiendrait—et ce sont ses propres paroles—«l'universalité des prestations», ce qui n'exclut pas la possibilité d'un impôt ultérieur à laquelle le ministre des Finances a fait allusion hors de la Chambre. Le premier ministre va-t-il nous fournir une réponse claire et sans équivoque? Assurera-t-il à la Chambre que l'on n'affectera pas les pensions ni tout autre programme social d'un impôt ultérieur de quelque genre que ce soit?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, cette question d'impôt a été soulevée à l'origine par la députée de Vancouver-Est, soit une députée de votre parti.

M. Broadbent: Nous y voilà encore!

M. Mulroney: C'est de là que tout est parti. Plus important encore, le député fait état d'une conversation ou d'une observation du ministre des Finances. Le ministre des Finances a dit hier que des documents exposant les diverses options possibles seraient diffusés dès qu'ils seront prêts et que nous lancerions ensuite un débat d'envergure nationale. Voilà ce que dit le ministre des Finances. Je suppose que la question qu'il faut se poser, c'est de savoir si le chef du Nouveau parti démocratique veut et peut vraiment participer avec maturité et rationalité au débat d'une question importante intéressant le bien-être d'un si

grand nombre de Canadiens. J'invite le député à cesser de chercher la petite bête et à participer avec nous à un débat sain, vigoureux et positif qui nous permette d'aider les Canadiens qui sont les plus démunis.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: C'est à cela que j'invite le député.

M. Broadbent: Je n'ai pas de leçon de maturité à recevoir de M. Jos Connaissant qui ne répond clairement à aucune question posée à la Chambre, qu'elle vienne des libéraux, de nous ou même de ses propres députés de l'arrière-ban. Il est temps qu'il assume les responsabilités de son poste.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je veux une réponse directe et au fait. Je sais que le premier ministre a du mal à s'en tenir aux faits. Mais je vais lui poser une question au fait, et je vais voir s'il va me donner une réponse au fait. Veut-il nous dire ce qu'il m'a dit hier et qui n'était pas la même chose que ce que le ministre des Finances avait dit à l'extérieur de la Chambre? Veut-il donner l'assurance aux Canadiens, aux retraités, aux bénéficiaires des allocations familiales, par exemple—laissons de côté l'opposition—qu'il n'y aura pas d'impôt spécial frappant tel ou tel programme social? Voilà la question. Va-t-il répondre par oui ou par non?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je vais dire au député que malgré les conseils fiscaux pernicieux de la députée de Vancouver-Est, nous allons défendre et favoriser...

M. Broadbent: Oui ou non?

M. Rodriguez: Il nous repasse la cassette.

M. Mulroney: ... l'intégrité et les avantages positifs d'un programme social universel...

M. Rossi: C'est quoi pour vous l'intégrité?

M. Mulroney: ... en faveur de nos personnes âgées qui en ont tant besoin. Nous allons défendre et favoriser ce programme, comme se doit de le faire un gouvernement qui croit en cette notion. Nous espérons le faire avec la pleine et entière collaboration de mes amis du Nouveau parti démocratique. Je puis toutefois leur garantir que s'ils s'accrochent à leurs vilaines manies fiscales qui tendent à détruire l'universalité, nous allons leur bloquer le chemin...

M. Skelly: Répondez à la question!

M. Mulroney: ... parce que nous allons protéger l'intégrité de l'universalité. Je vais vous le garantir.

LA POSSIBILITÉ QU'UN PROGRAMME SOCIAL SOIT GREVÉ D'UN IMPÔT SPÉCIAL

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je vais poser la question au premier ministre pour la troisième fois.

M. Hnatyshyn: La réponse ne vous plaît pas, mais elle est juste.